



---

## **Intervention du Ministre à la table ronde 1**

### *Changements climatiques, adaptation, atténuation et développement durable*

La tenue du sommet Mondial sur le développement durable à Johannesburg, en 2002, a permis à la communauté internationale de faire le bilan des actions menées dans le cadre de la protection de l'environnement au cours de la dernière décennie. Le constat en ce qui concerne le réchauffement planétaire est amer: le climat évolue plus rapidement que jamais avec des conséquences de plus en plus désastreuses et voire même irréversibles sur les écosystèmes, l'agriculture, les ressources hydriques, la santé, etc. Le troisième rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), renforce le consensus scientifique sur ce sujet et reconnaît formellement que les activités humaines affectent effectivement le climat et précise que les conséquences risquent d'être plus importantes que celles initialement prévues.

Pendant ce temps nous nous éloignons des mesures de réduction réelle d'émissions et de stabilisation promises dans la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, de peur de pénaliser le développement économique des pays développés qui, eux, ont accédé à la prospérité aux dépens de l'environnement global.

Les effets néfastes des Changements Climatiques sont très perceptibles dans les pays africains ou sont situés la plupart des pays vulnérables. Les paysans béninois ne savent plus quand semer, la saison des pluies étant devenue imprévisible.

Les défis de l'atténuation doivent être relevés par les pays de l'Annexe I. C'est pourquoi, le Bénin pense que les pays développés doivent faire plus d'efforts dans les politiques et mesures visant à atténuer les émissions de GES.

Les articles 4.8 et 4.9 doivent être mis en oeuvre dans leur intégralité. Il y a nécessité de porter encore plus d'attention à l'adaptation des pays les plus vulnérables par un transfert de technologies adéquates et le renforcement des capacités.

Monsieur le Président, vous avez très justement dit ce matin « *qu'il n'y a pas de situation désespérée ; mais il peut y avoir des personnes désespérées* ». Dois-je comprendre qu'il y a des nations (pays Annexe I) désespérées au point de ne pas agir ? J'ose croire que non !

Il est donc urgent que les engagements pris soient tenus afin que le Protocole de Kyoto entre en vigueur.

Le Bénin, bien qu'étant un pays puits, a développé des stratégies de réduction des GES. L'adoption du document de la stratégie de mise en oeuvre de la Convention par le gouvernement montre la volonté du Bénin de s'impliquer totalement dans la lutte contre le réchauffement planétaire en intégrant dans sa politique de développement le Changement Climatique. Nous avons aussi choisi d'agir fortement au niveau des communautés locales pour assurer la cohérence et la synergie de toutes les actions découlant de la mise en oeuvre des trois grandes conventions de la génération de Rio.

L'adaptation aux impacts des changements climatiques fait partie des actions qui sont réfléchies dans notre stratégie de réduction de la pauvreté. C'est pourquoi, le Bénin appuie fortement l'élaboration des PANA mais surtout la mise en oeuvre des projets qui en découleraient.

Je vous remercie.